

Lancement de la Révision générale des politiques publiques

Mardi 10 juillet 2007

**Allocution de M. Eric BESSON,
Secrétaire d'Etat chargé de la prospective
et de l'évaluation des politiques publiques**

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Ministre (cher Eric),
Mesdames et Messieurs les directeurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec une très vive conscience de l'importance de cette journée que je prends la parole devant vous.

Vous l'aurez compris, le sujet de cette matinée, c'est l'efficacité de l'action publique : aussi je ne serai pas long !

La révision générale que nous lançons ce matin n'est pas un simple exercice administratif ; il s'agit d'un acte profondément politique, qui marque notre volonté de renforcer l'efficacité, et par là même l'autorité de l'Etat.

En parlant de l'Etat j'ai bien conscience qu'il ne s'agit pas d'une abstraction, mais d'abord de personnes, qui détiennent toute une parcelle de son autorité : vous tous qui êtes là ce matin, avec derrière vous vos services, vous êtes l'Etat, et l'Etat sera ce que nous en ferons collectivement.

Notre but est de faire en sorte que les professeurs, les policiers, les militaires, les juges, les assistantes sociales, les infirmières

se sentent motivés dans leurs missions par des administrations centrales efficaces, capables d'investir et de s'adapter aux évolutions du monde. Or, et j'y reviendrai, pour s'adapter aux enjeux de demain, il faut savoir faire le tri dans le passé.

Et comme l'ont souligné François Fillon et Eric Woerth, c'est en rendant compte aux Français de l'usage qui est fait de leurs contributions que nous renforcerons la légitimité de l'action publique.

A propos de cette revue de programme, je voudrais souligner quatre points essentiels :

Premier point : vous n'êtes pas seuls !

Cette démarche, nos voisins européens l'ont engagée bien avant nous : je pense à la Grande Bretagne, à la Belgique, à la Suède –qui ont mené des revues de programmes systématiques de leur Etat.

Qu'on ne se méprenne pas ! Notre idée n'est pas de faire reculer l'Etat, mais bien de le renforcer, de le muscler.

Dans un monde où l'efficacité des structures publiques est un facteur déterminant de dynamisme et d'attractivité, il serait suicidaire de ne pas en faire une priorité.

Le Monde globalisé n'appelle pas une disparition de l'Etat, mais un renforcement de ses capacités de veille et une adaptation de ses moyens d'action.

Deuxième point : vous aurez le pouvoir

Le travail qui s'engage ce matin n'est pas une démarche abstraite, ni un exercice formel ; bien au contraire, la revue de programmes donne le pouvoir aux équipes opérationnelles : nous ne disons pas d'en haut : "faites ceci, faites cela". Il s'agit de vous donner des objectifs – à charge pour vous d'identifier les leviers qui permettront de donner plus aux Français, en leur prenant moins.

Nous vous donnons ensuite des moyens d'analyse, internes et externes. Nous vous proposons enfin une méthode collégiale, qui fait que chaque ministère pourra se dire "j'y vais comme les autres, et en même temps que les autres".

Troisième point : la RGPP liera analyse des coûts et évaluation de l'impact

Je veux dire par là que, pour toute action évaluée, deux questions se poseront systématiquement : « combien ça coûte » et « à quoi ça sert ? ».

Nous examinerons donc les retombées effectives de l'action publique –au regard des priorités gouvernementales et des attentes des citoyens.

Je prends l'exemple, purement indicatif, des aides à l'emploi : si nous les examinons, nous devrions non seulement analyser les moyens utilisés (combien de chômeurs accompagnés et à quel coût) ; mais aussi analyser l'impact économique global de l'action, en termes de baisse du chômage.

Nous ne sommes pas là pour tailler dans le vif à coups de serpe ; nous sommes là pour concentrer la dépense publique sur les actions qui rapportent le plus aux Français.

Notre ligne de conduite tient donc en deux phrases : **ce qui ne sert plus suffisamment les Français ne doit plus être fait ; ce qui est utile, mais pourrait coûter moins cher, doit être fait autrement.**

Quatrième et dernière remarque : vous aller préparer l'avenir

En nous permettant de faire ensemble le tri parmi toutes les actions lancées par le passé, la révision générale nous

permettra d'agir plus efficacement dans le futur. C'est le lien que j'établis entre l'évaluation *ex post* que nous allons mener ensemble et la mission de prospective que m'ont confiée le Chef de l'Etat et le Premier Ministre. Mais j'aurai l'occasion d'en reparler.

*

Mesdames et Messieurs,

Pour réussir dans ce travail, nous avons besoin de deux qualités.

La rigueur, car pour gérer au mieux l'action publique, il faut prendre des engagements clairs et s'y tenir.

L'intelligence, parce qu'il ne s'agit pas de trancher de façon aveugle dans les dépenses, mais de faire - et de mettre en oeuvre - des choix qui permettront de concentrer la dépense sur ce qui rapporte plus aux contribuables.

Quand je lève les yeux, et que je consulte la liste impressionnante de vos états de service, je n'ai évidemment aucun doute sur le fait que la rigueur et l'intelligence sont ici extrêmement bien représentées. C'est pourquoi j'ai entièrement confiance dans l'exercice que nous commençons ensemble.

Je vous remercie.